

La Lettre de SOS Éducation

Trimestriel d'information sur l'École
N° 2 - Octobre à Décembre 2007

Rentrée 2007 : SOS Éducation augmente la pression sur le ministère de l'Éducation

La rentrée des classes 2007 a été marquée par la publication de nouveaux chiffres spectaculaires sur la faillite du système scolaire. Les membres de SOS Education contre-attaquent.

Le Haut conseil de l'Éducation a remis au président de la République le 27 août 2007 un rapport qui révèle que 40 % des enfants sont en grande difficulté scolaire à la fin du primaire. Cela représente 300 000 enfants chaque année, dont 150 000 n'ont aucune notion de lecture ni d'écriture malgré 8 ans de scolarité - 3 en maternelle et 5 au primaire. Face à ce désastre, les membres de SOS Éducation lancent de nouvelles actions de grande ampleur pour obliger le ministère de l'Éducation à prendre des mesures drastiques pour redresser l'École.

INTENSE ACTIVITÉ DES MEMBRES DE SOS ÉDUCATION AVANT LA RENTRÉE

Grande campagne contre l'annulation des réformes amorcées par Gilles de Robien, lettres sur la réforme de l'École à tous les parlementaires, rencontres de députés, rendez-vous au cabinet du ministre de l'Éducation, communiqués et articles de presse, interviews dans les médias, l'équipe de SOS Éducation s'est démenée tout l'été pour préparer une rentrée scolaire en fanfare. L'action de l'association a donc été relayée par la plupart des grands médias, *Le Figaro*, *L'Express*, *Valeurs Actuelles*, *La Tribune*, *Europe 1*, *RMC*, *20 Minutes* etc., pour ne citer qu'eux. Et de fait, alors qu'il avait fait de nombreuses annonces inquiétantes au lendemain de son arrivée au pouvoir, le ministre de l'Éducation Xavier Darcos a soudain changé de ton, se déclarant favorable au « retour aux méthodes les plus traditionnelles dans les écoles primaires », « à la disparition du collège unique » et « à la suppression de la carte scolaire », trois points sur lesquels les membres de SOS Éducation sont massivement intervenus...

LE FIGARO

M. Darcos, pourquoi avez-vous reculé?

Doit-on s'inquiéter de ce que les élèves ne voient pas assez de films au cinéma et à la télévision, et en particulier pas assez de films violents ? Oui, si on en croit le ministre de l'Éducation, qui a décidé le 25 juillet 2007 qu'il fallait que tous les collèges et lycées de France voient le film *4 mois, 3 semaines et 2 jours*. Ce film, lauréat du prix de l'Éducation nationale et palme d'or au Festival de Cannes, va à ce titre être distribué dans tous les collèges et lycées par le Centre national de la documentation pédagogique (CNDP).

Par Vincent Laarman,
Délégué général de SOS Éducation.

« Nos élèves vont faire les frais des basses manoeuvres de groupuscules militants »

Très présente dans les médias durant l'été pour préparer la rentrée 2007, SOS Éducation a notamment publié une large tribune dans *Le Figaro*, le 28 Juillet 2007, appelant le ministre de l'Éducation Xavier Darcos à revenir sur une nouvelle décision particulièrement funeste pour nos enfants (voir le texte complet de cette tribune page 3).

RETOURNEMENT DU DISCOURS SUR L'ÉCOLE

La crise de l'École a donc dominé tous les sujets d'actualité pendant plusieurs semaines avant et après la rentrée. Cette incroyable unanimité est une grande nouveauté dans un pays où, il y a peu, il était de bon ton chez les éditorialistes et les divers experts en éducation de minimiser, voire de nier les problèmes de l'École. Ce retournement est en partie le fruit du grand effort d'information et de sensibilisation entrepris par les membres de SOS Éducation depuis 6 ans : l'écrasante majorité des Français est aujourd'hui consciente de la faillite de l'école, les médias ne peuvent plus feindre de l'ignorer.

« LE SCANDALE DE L'ILLETTRISME »

« École : le scandale de l'illettrisme », titrait ainsi *Le nouvel Observateur* le 6 septembre 2007, en grands caractères sur sa page de couverture. Et de reprendre, à l'intérieur du magazine, dans un dossier de dix pages



Le Nouvel Observateur du 6 au 12 septembre 2007.

Suite page 2 >>>

Suite de la page 1 >>>

fort documenté, tous les faits et chiffres dénoncés par SOS Éducation depuis des années. Au même moment ou presque, le président Nicolas Sarkozy envoyait à tous



Xavier Darcos et Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy et Xavier Darcos n'ont pas été avares de grands discours ni de déclarations sur l'avenir de l'école. Seul problème : à multiplier les promesses dans toutes les directions, ils ont considérablement brouillé les pistes. Bien difficile de dire aujourd'hui si les concessions faites aux pédagogues et aux syndicalistes (voir ci-contre) déboucheront sur une contrepartie concrète en faveur de l'éducation des enfants.

les professeurs de France une « Lettre aux éducateurs » de 32 pages, dans laquelle il détaillait sa vision de l'École. « Retour de la culture générale », « leçon traditionnelle », « réforme du collège unique », « suppression de la carte scolaire », le président a pu en toute sécurité faire une série d'annonces en faveur du retour au bon sens et aux méthodes éprouvées dans les écoles. Il sait pouvoir compter sur un solide soutien populaire : d'après un sondage Ifop-SOS Éducation publié le 25 juillet 2007, « 87 % des Français, toutes tendances confondues, sont

favorables au retour des méthodes traditionnelles à l'école » (voir encadré ci-dessous).

NICOLAS SARKOZY MÉNAGE LES PÉDAGOGUES

Et pourtant, il serait bien naïf de penser que la réforme est enclenchée. En bons politiques, Nicolas Sarkozy et Xavier Darcos n'ont pas négligé de glisser également dans leurs discours de nombreuses annonces en faveur des pédagogues et des syndicalistes de l'Éducation nationale. Pour être très minoritaires électoralement, ceux-ci n'en sont pas moins dangereux politiquement par leur capacité de nuisance (opposition aux réformes, manifestations, grèves etc.). Nicolas Sarkozy et Xavier Darcos promettent donc de leur garantir la « liberté pédagogique » (autrement dit la « liberté » de continuer la méthode globale), condamnent « les principes d'éducation d'hier » (comme si les résultats avaient été si mauvais...), refusent toute idée de sélection à l'entrée du collège, du lycée et de l'université, et annoncent d'importantes augmentations de traitement, pour les bons professeurs et pour... les moins bons.

LA VIGILANCE EST DE MISE

Les concessions aux pédagogues et aux syndicats vont si loin que de nombreuses déclarations du président et du ministre de l'Éducation paraissent en totale contradiction entre elles : l'école doit revenir à la culture générale mais insister davantage sur la technique et les métiers ; revenir aux disciplines... mais développer l'interdisciplinarité ; ne faire entrer au collège que les élèves qui ont le niveau pour suivre... mais sans qu'il y ait sélection ou examen d'entrée. Ils veulent supprimer la carte scolaire... sans permettre à chaque famille d'inscrire ses enfants là où elle le souhaite. Moralité : le président et son ministre en sont clairement au stade où ils testent encore l'opinion publique et les syndicats, pour voir où sont les résistances...

AUGMENTER LA PRESSION SUR LES POUVOIRS PUBLICS

Dans ce contexte, il est capital que les membres de SOS Éducation continuent à augmenter la pression sur les pouvoirs publics, afin de faire pencher la balance en faveur de leur programme de réformes. Même si leurs idées sont maintenant ancrées dans une très forte majorité de la population, la bataille est loin d'être gagnée : « *La protection de l'intérêt des enfants et la reconstruction d'une école juste, responsable et efficace ne sont pas des options facultatives, estime Isabelle Hannart, secrétaire générale de SOS Éducation. Si notre système scolaire continue à s'effondrer, notre pays ne pourra bientôt plus se relever. Dans les mois qui viennent, le gouvernement peut pencher en notre faveur ; mais il serait insensé d'ignorer les concessions qu'il multiplie en faveur des syndicats et des pédagogues. C'est pourquoi le rôle des membres de SOS Éducation va se révéler déterminant. Ils doivent continuer à agir et, si possible, à intensifier leur mobilisation.* » ■

87 % DES FRANÇAIS FAVORABLES AUX MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT TRADITIONNELLES

SOS Éducation a fait réaliser un sondage fort instructif par l'Ifop sur le service minimum à l'école et sur les méthodes d'enseignement à l'école primaire. Ce sondage a été réalisé le 26 juillet 2007 par téléphone auprès d'un échantillon de 1010 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les résultats, très éloquents,

ont été repris par toute la presse : 79 % des personnes interrogées se sont déclarées favorables à l'instauration d'un service minimum dans l'enseignement public ; 87 % sont favorables à un retour aux méthodes traditionnelles dans les écoles primaires, comme la méthode de lecture syllabique, les lignes d'écriture, l'apprentissage par cœur et le calcul

mental. Quelles que soient les opinions politiques des personnes interrogées, les résultats sont les mêmes. Peut-on imaginer une plus grande unité ? Une chose est sûre : le gouvernement a tout à gagner à tenir compte de ces chiffres, et à entreprendre ces réformes maintenant, quoi qu'en pensent les militants syndicaux et pédagogiques. ■

DIFFUSION DU FILM

4 mois, 3 semaines et 2 jours dans les écoles



Suite à l'autorisation du ministre de l'Éducation Xavier Darcos concernant la diffusion du film *4 mois, 3 semaines et 2 jours* dans les écoles, SOS Éducation a lancé une campagne de presse qui a connu un grand succès. Nous reproduisons ici la tribune rédigée par l'association et publiée par *Le Figaro* le 28 juillet 2007.



4 mois, 3 semaines et 2 jours. Ce film, lauréat du prix de l'Éducation nationale et Palme d'Or au festival de Cannes, va à ce titre être diffusé dans tous les collèges et lycées par le Centre national de la documentation pédagogique (CNDP). Et pourtant, le public de Cannes lui-même, qui n'est pas connu pour sa sensibilité, avait été choqué par sa violence, lorsqu'il avait été présenté au mois de mai.

CE QU'EN DIT LA PRESSE

Le quotidien *Libération* le 18 mai 2007 s'était étonné que : « *Le réalisateur Cristian Mungiu [aille] jusqu'à oser un plan de fœtus, insoutenable, sanglant et long, mais surtout inanimé, que l'on trouverait scandaleux partout ailleurs* ».

D'après le magazine *Studio* du 17 mai 2007 : « [Ce film] *est d'une violence et d'une ambiguïté à faire froid dans le dos.* »

D'après le *New York Times* : « *Ce film s'apparente à plusieurs moments à un film d'horreur.* »

Enfin, voici ce qu'écrivait *Le Monde* dans une critique publiée le 27 mai 2007 : « *La scène centrale du film [est] un insupportable huis clos au cours duquel l'avorteur, prototype du salaud ordinaire, se livre, sous couvert de morale, à un abject chantage sexuel* ».

« *Le second [plan], plus scabreux, est un surprenant travelling vertical qui quitte le visage d'Otilia regardant longue-*

ment le fœtus sur le sol de la salle de bain pour se fixer brièvement sur la chose elle-même, abstraction grotesque de visières empaquetés dans une serviette. »

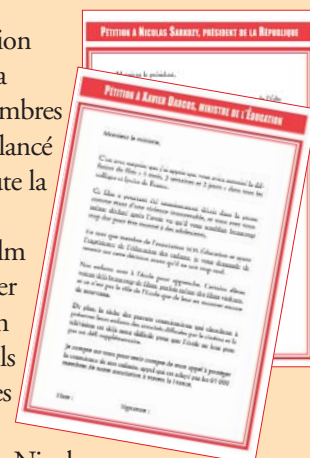
UN FILM D'UNE EXTRÊME VIOLENCE

Ce film raconte en effet l'histoire d'un avortement clandestin en Roumanie à l'époque communiste. C'est pourquoi le ministre Xavier Darcos, qui avait d'abord exprimé l'intention de s'opposer à sa diffusion dans les écoles à cause de son extrême violence, s'est rétracté quand le Planning familial et la Ligue des droits de l'Homme se sont mis à l'accuser de « *céder à la pression du lobby anti-avortement* » (!) - ça ne s'invente pas...

Alors que beaucoup d'élèves ne connaissent pas les grands classiques de la littérature, voici que l'école se mêle de leur faire voir de tels films, avec la bénédiction du gouvernement. Une fois de plus, nos élèves vont donc faire les frais des basses manoeuvres de groupuscules militants qui n'ont que faire du bon sens, de l'éducation et du respect des consciences. Et tant pis pour les rares enfants que leurs parents auront réussi à préserver jusqu'ici des atrocités diffusées jusqu'à plus soif par le cinéma et la télévision. ■

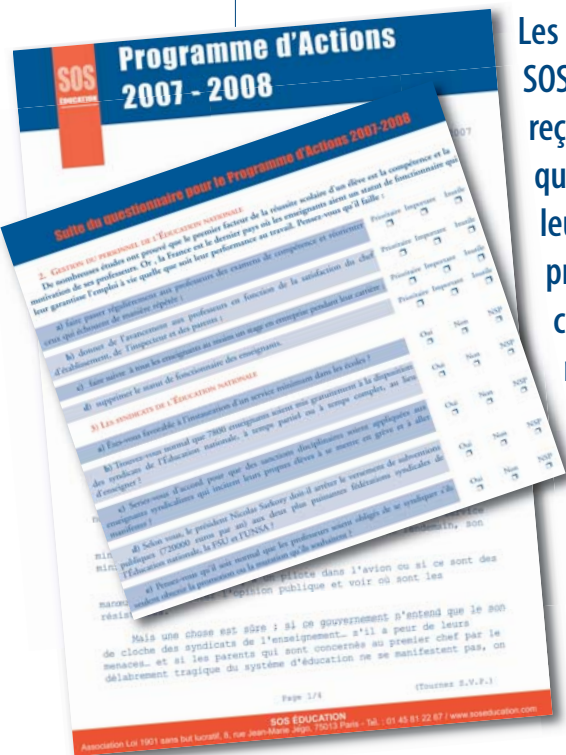
ACTION ET PROTESTATIONS

Le ministre de l'Éducation n'étant pas revenu sur sa funeste décision, les membres de SOS Éducation ont lancé une campagne dans toute la France pour alerter les parents au sujet de ce film et les encourager à garder leurs enfants à la maison le jour de sa diffusion. Ils réunissent également des milliers de pétitions pour protester auprès de Nicolas Sarkozy. ■



La crainte de passer pour « conservateur » peut pousser nos dirigeants politiques à prendre de bien curieuses décisions. Cette fois, le ministre de l'Éducation Xavier Darcos a décidé d'aller à la fois contre le bon sens le plus élémentaire et contre le respect le plus basique de la conscience de nos enfants. Une décision qui ne doit pas rester pour lui sans conséquences...

Grand questionnaire pour le programme d'actions 2007-2008



Les 65 000 membres de SOS Éducation ont chacun reçu début septembre un questionnaire à leur nom leur demandant de s'exprimer sur 19 questions cruciales concernant la refondation de l'École et les actions à entre-

Revenir aux méthodes d'enseignement les plus traditionnelles à l'école primaire ; créer un examen d'entrée dans toutes les classes charnières ; diversifier les cursus scolaires en supprimant

prendre pour pousser les pouvoirs publics à agir. Des dizaines de milliers de questionnaires remplis ont immédiatement afflué au siège de l'association, 8 rue Jean-Marie Jégo, dans le 13^e arrondissement à Paris, où l'équipe de liaison s'est démenée pendant plusieurs semaines pour les traiter et en faire une synthèse. Plusieurs tendances lourdes se révèlent dans les réponses.

tous profondément divisés, voire parfois déchirés en leur sein en tendances qui s'affrontent et qui dépensent plus d'énergie à se combattre qu'à agir sur le système scolaire.

La raison est simple : la plupart des personnes qui s'inscrivent dans ces syndicats ou fédérations le font par intérêt personnel : recherche d'un appui pour obtenir une promotion ou une mutation dans le cas des syndicats d'enseignants ; obtention de la bourse aux manuels scolaires ou d'assurances scolaires pour les associations de parents d'élèves. Rien n'indique *a priori* qu'ils partagent la même vision de l'école et des problèmes d'éducation. Les prises de position officielles des syndicats et des fédérations de parents sont décidées par des petites commissions fortement politisées, qui ne reflètent pas du tout systématiquement les convictions des membres de la base.

Le cas est particulièrement criant pour la fédération de parents FCPE. Créée en 1947 à l'initiative du Syndicat national des Instituteurs (SNI), cette fédération regroupait au départ essentiellement des parents d'élèves qui étaient par ailleurs... enseignants syndicalistes. Dirigée par un comité d'enseignants, elle a toujours été présidée par un enseignant, et son rôle principal a toujours été d'assurer, au sein des manifestations organisées par les syndicats d'enseignants, la présence fictive de parents d'élèves fantômes, afin de permettre aux syndicats de se prétendre « soutenus par les parents d'élèves ». Si l'on ajoute à cela que toutes ces organisations vivent essentiellement des subventions de l'État, et bénéficient toutes de professeurs mis

le collège unique, le bac pour tous, et en revalorisant l'enseignement des métiers manuels ; rétablir la discipline dans les collèges et lycées en donnant plus de pouvoirs au chef d'établissement et en créant des internats disciplinaires pour les perturbateurs ; restaurer des diplômes exigeants et sélectifs à l'issue de chaque cycle d'enseignement (certificat d'études primaires, brevet des collèges, baccalauréat). Toutes ces mesures se révèlent comme centrales et fondamentales pour les membres de SOS Éducation.

UNE UNANIMITÉ EXCEPTIONNELLE FACE À DES ORGANISATIONS DIVISÉES

Cette unanimité renforce considérablement la position de SOS Éducation dans le débat scolaire : il n'existe aucune autre association dans le domaine de l'éducation qui compte autant de membres et qui présente un front aussi uni.

Contrairement à l'image qu'ils cherchent à donner d'eux-mêmes, les grands syndicats d'enseignants et les fédérations de parents d'élèves (FCPE et PEEP) sont

En répondant massivement au grand questionnaire pour le programme d'actions 2007-2008, les membres de SOS Éducation ont fait preuve une nouvelle fois de leur exceptionnelle unanimité et de leur indéfectible volonté de sauver par tous les moyens les enfants du pays du désastre de l'Éducation nationale.

gratuitement à leur disposition, on réalise à quel point le jeu de la représentation des convictions des parents et des professeurs est aujourd'hui faussé et perverti.

L'ORIGINALITÉ ET LA FORCE DE SOS ÉDUCATION

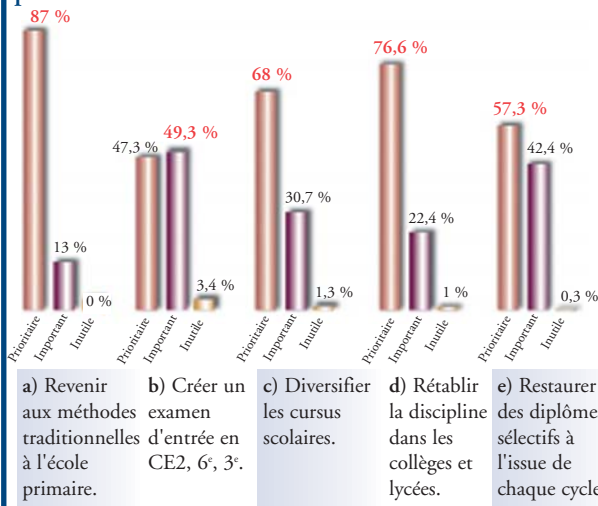
Dans ce contexte, l'originalité de l'association SOS Éducation ressort de manière plus forte encore : entièrement indépendante, elle ne reçoit pas un centime de l'État, n'a aucun fonctionnaire mis à sa disposition et, surtout, aucun de ses membres ne tire le moindre avantage personnel de son adhésion à l'association. La seule et unique motivation des 65 000 membres de

SOS Éducation est de défendre et de faire progresser leur vision de l'école dans l'unique but de protéger les enfants et de leur assurer un meilleur avenir.

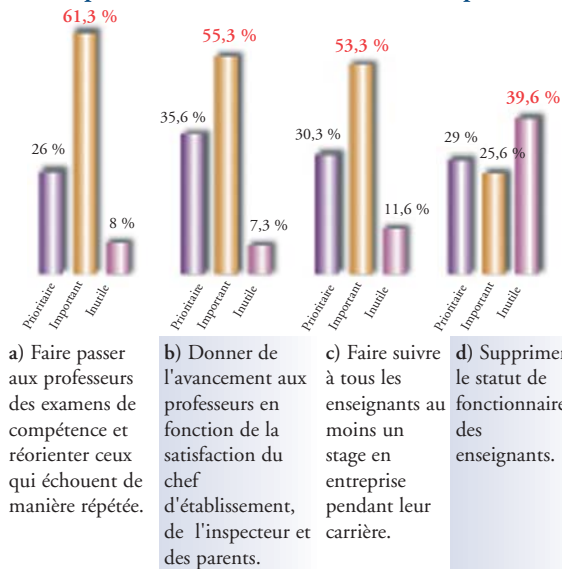
« C'est une immense fierté pour nous de représenter la principale voix libre et responsable dans le débat sur l'avenir de l'école, a déclaré Vincent Laarman, délégué général de SOS Éducation. Cette liberté, nous la devons à la générosité et au désintéressement de nos 65 000 membres, qui font tous le maximum pour soutenir notre association, souvent au prix de grands sacrifices personnels. Qu'ils en soient tous remerciés du fond du coeur, au nom de tous nos enfants et petits-enfants de nos écoles qui leur doivent tant, même s'ils ne le savent pas. » ■

RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE D' ACTIONS 2007-2008

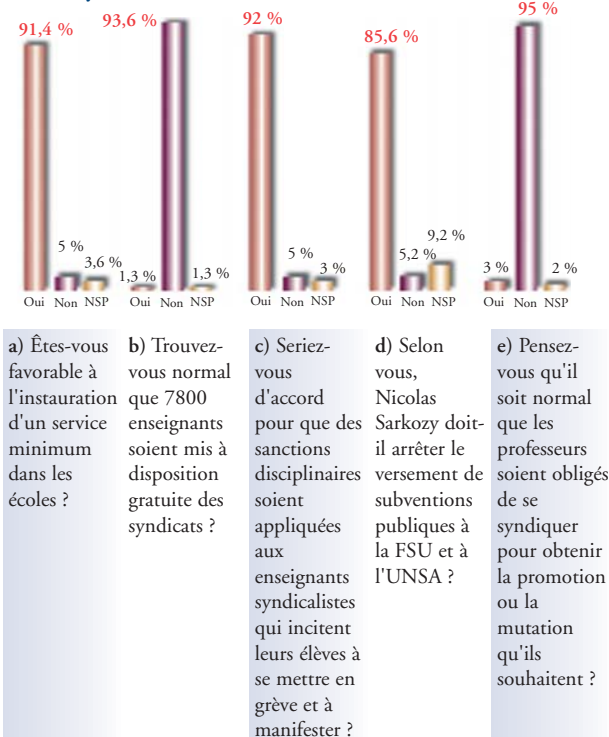
1. Quelles sont, selon vous, les mesures les plus urgentes pour redresser le niveau scolaire en France ?



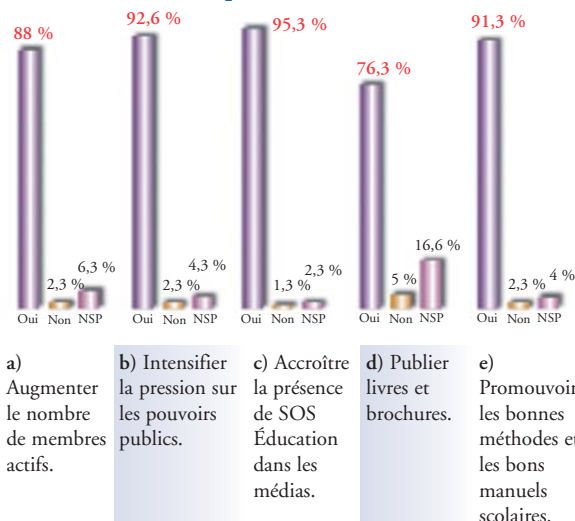
2. De nombreuses études ont prouvé que le premier facteur de la réussite scolaire d'un élève est la compétence et la motivation de ses professeurs. Or, la France est le dernier pays où les enseignants ont un statut de fonctionnaire qui leur garanti l'emploi à vie quelle que soit leur performance au travail. Pensez-vous qu'il faille :



3. Les syndicats de l'Éducation nationale



4. Comment donner plus de force à nos actions ?



Remarque : Les réponses aux questions étant parfois incomplètes, le taux global de réponses par question peut-être inférieur à 100 %.

MÉTHODE GLOBALE : l'Éducation nationale doit tenir compte des nouvelles découvertes scientifiques



Stanislas Dehaene

Stanislas Dehaene, professeur au collège de France, titulaire de la chaire de psychologie cognitive expérimentale et membre de l'Académie des sciences, publie un nouveau livre intitulé *Les neurones de la lecture*. Dans cet ouvrage capital, il démontre de la manière la plus scientifique que « la méthode globale

est incompatible avec l'architecture de notre cerveau ».

Dès l'introduction de la méthode globale dans les écoles primaires, au début des années 1970, le désastre fut évident : entre 25 % et 40 % des enfants terminaient le CP sans avoir même commencé à apprendre à lire et à écrire. Malgré cela, depuis presque 40 ans, les pédagogues de l'Éducation nationale font valoir leur « droit à l'expérimentation » et leur « liberté pédagogique » pour continuer à essayer, malgré des dégâts irréparables, de nouvelles méthodes « miracles ». Dans leur quête insensée, toutes les expériences sont permises sauf une : la méthode traditionnelle, le b.a.-ba.

LA MÉTHODE GLOBALE ABUSIVEMENT PRÉSENTÉE COMME PLUS ÉGALITAIRE

Pourquoi un tel acharnement ? Parce que le b.a.-ba est accusé par les pédagogues de favoriser les enfants de familles moyennes ou aisées. En effet, dans ces familles, il est courant d'apprendre aux enfants le son des lettres, parfois même l'alphabet entier, avant l'entrée au CP. Ces enfants ont donc plus de facilité à combiner les lettres entre elles pour former des syllabes, puis des mots quand ils arrivent à l'école. En revanche, avec la méthode globale, tous les enfants commencent au même niveau : on leur montre des « mots-étiquettes », comme bateau, chaise ou fantôme, qu'ils doivent apprendre par coeur. Nulle raison, *a priori*, que les enfants de familles favorisées soient meilleurs à ce jeu que les autres. Argument supplémentaire en faveur de la méthode globale : enseigner cette méthode nécessite une formation spéciale. Les parents de familles favorisées ne peuvent donc pas aider leurs enfants à lire et à écrire le soir à la maison, même s'ils

ont par ailleurs un bon niveau d'études. D'autant plus que les « professeurs des écoles » leur déconseillent fortement d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs, expliquant qu'ils risqueraient de les embrouiller en utilisant une méthode incompatible avec celle utilisée en classe. Les enfants des familles favorisées sont donc mis là aussi à égalité avec les autres puisqu'ils doivent se débrouiller à la maison tout seuls.

JUSQU'À 40 % D'ILLETTRÉS

Tout serait parfait si la méthode globale, en tant que méthode de lecture, fonctionnait. Malheureusement, les résultats sont sans appel : la méthode globale produit jusqu'à 40 % d'échec à la fin du CP. Les explications précises de ce désastre sont détaillées par le professeur Dehaene dans son livre (voir ci-contre). Citant des recherches faites dans le monde entier sur tous les systèmes d'écriture, il en arrive à cette conclusion : « *on sait aujourd'hui que les méthodes globales et idéovisuelles ne fonctionnent pas : tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, bénéficient d'un apprentissage explicite et le plus précoce possible des correspondances entre lettres et sons* ». Il conseille donc la méthode syllabique, le plus tôt possible. Le professeur Dehaene va même plus loin : « *Revenir en arrière sur ce point, sous prétexte d'expérimenter ou d'exercer sa liberté d'enseignant, serait criminel.* » On ne saurait être plus clair.

DIFFUSER LES BONNES MÉTHODES DE LECTURE ET D'ÉCRITURE DANS LES ÉCOLES

C'est dans ce contexte que les membres de SOS Éducation ont lancé une initiative originale dans les écoles primaires, en partenariat avec *La Librairie des Écoles*. Cette maison ayant édité une méthode traditionnelle de lecture et d'écriture syllabique entièrement actualisée et adaptée aux élèves d'aujourd'hui, les membres de SOS Éducation se sont cotisés pour envoyer gratuitement un exemplaire de cette méthode à un grand nombre d'instituteurs de CP en activité. L'opération étant en cours à l'heure où nous mettons sous presse, il est encore trop tôt pour faire une estimation du nombre exact de classes de CP qui recevront ainsi leur méthode de lecture. Mais il est évident que cet effort permettra à des milliers d'instituteurs de prendre connaissances de ces excellents manuels et, surtout, d'en faire profiter leurs élèves ! ■

STANISLAS DEHAENE

LES NEURONES DE LA LECTURE



préface de Jean-Pierre Changeux



Les ravages de la méthode globale expliqués sous l'angle de la psychologie cognitive par un professeur au Collège de France. Une justification scientifique supplémentaire de la nécessité d'en finir au plus vite avec les méthodes inspirées de la méthode globale qui ont encore cours dans la plupart de nos écoles primaires. *Les neurones de la lecture*, aux éditions Odile Jacob (478 pages, 29 euros).

Vous l'avez sur le cœur

GÉNÉRATION CASSÉE

Certifiée d'anglais, j'appartiens au rectorat d'Aix-Marseille et je souhaite faire part de mon dégoût de l'école et de l'hypocrisie qui y règne. L'ambiance du collège se dégrade année après année. Beaucoup de parents d'élèves se désespèrent devant cette situation ! Les plus alertés inscrivent en plus des cours leurs enfants au Cned. Les meilleurs élèves du lycée ne parviennent pas à atteindre les formations performantes, mais l'équipe dirigeante ne semble pas perturbée ! Il faut vraiment vouloir casser une génération pour persister dans cette voie.

Mme Bernard, par courriel.

DÉGÂTS DE LA MÉTHODE GLOBALE

Mon expérience de médecin-chef d'un service de psychiatrie infanto-juvénile me conduit à approuver vos prises de position vis-à-vis de l'Éducation nationale. Il ne se passe pas une semaine sans que je rencontre un adolescent maintenu en milieu scolaire jusqu'à seize ans, à un niveau où il a été accepté au bénéfice de l'âge, sans en avoir les capacités. Ces jeunes sont en situation « d'impuissance apprise » ; démotivés, ils ont perdu le sens de l'effort. Monsieur de Robien avait interdit la « méthode globale » que toutes les études neuro-psychologiques s'accordent à trouver inappropriée au mode de fonctionnement cérébral de l'enfant. La remise à l'honneur de cette méthode relève d'un nouvel obscurantisme que l'enseignement se devrait de combattre s'il répondait vraiment à sa mission.

Anonyme, par courrier.

PASSAGE AUTOMATIQUE

Je constate depuis des années que la plupart des enseignants sont confrontés aux difficultés générées par le passage automatique de la Première à la Terminale générale, et vois chaque année la situation se dégrader. Il n'est pas normal qu'on laisse des élèves de Première user de ce « droit à la Terminale » pour élaborer des stratégies aussi simplistes que celle consistant à croire qu'il suffira de se « réveiller » en fin de Terminale pour décrocher le baccalauréat. Avec le passage automatique, les familles sont privées d'un précieux indicateur sur le niveau réel de l'élève et d'un diagnostic sur l'apprentissage dans lequel il est engagé.

M. Fretté, 75018 Paris.

TENUE CORRECTE EXIGÉE

On apprend aux élèves qu'il y a plusieurs niveaux de langue mais on ne leur apprend pas la convenance de la tenue à la fonction. L'école est faite pour apprendre. Dans tous les pays qui émergent, les enfants portent l'uniforme de leur école et en sont fiers. Hélas, pas en France où l'accoutrement des écoliers porte davantage leur déni de l'étude et de l'institution.

Mme Carita, 75014 Paris.

ENCOURAGEMENTS

Après 40 ans passés à l'Éducation nationale, je souhaite vous dire que je vous trouve courageux de vous attaquer aux problèmes d'éducation en France. Ce mouvement est nécessaire car il concerne nos enfants et donc notre avenir. Non à la « soviétisation » de l'Éducation nationale où seules les normes imposées doivent être réalisées sans se soucier de la réalité !

Mme Raymond, 85340 Olonne.

QUAND NOUS ÉTIONS ENFANTS

Nous étions groupés autour de grandes tables rondes assis sur nos chaises, nous construisions des châteaux de cubes de bois où s'inscrivaient des fables. Nous étions sans souci à notre maternelle. C'était notre maison, une maison d'enfants où il arrivait qu'on y fit la sieste, bercés de rêves bleus, que l'on fait en ces ans. Nos institutrices, de vieilles demoiselles, nous couvaient du regard comme des mamans. Il ne reste de ces heures que la mémoire et celle d'un heureux temps où nous étions de simples enfants écoutant dans silence et merveille les histoires que nous contaient nos institutrices d'antan.

M. Rambaud, 33006 Pessac.

RETOUR À UN ENSEIGNEMENT TRADITIONNEL

Ancien enseignant en primaire je déplore les résultats scolaires actuels. Il serait plus que temps de revenir à un enseignement traditionnel, de sortir des oubliettes les manuels d'orthographe, de grammaire, de conjugaison, de simplifier le vocabulaire grammatical, de refaire des dictées, et de faire redoubler si nécessaire un enfant qui ne sait pas lire à la fin du CP. Il serait bon d'exiger des élèves le respect des professeurs, de proscrire des classes les tenues indécentes. Mais aussi que certains enseignants retrouvent un peu de conscience professionnelle et cessent de considérer comme surchargée une classe de 25 élèves seulement.

M. Bruyant, 62130 Roellecourt.

TÉMOIGNEZ



Si vous avez rencontré des problèmes concernant l'école de vos enfants, la carte scolaire, les abus des syndicats dans votre établissement, votre témoignage nous intéresse !

Écrivez-nous à SOS Éducation ou par courriel à : contact@soseducation.com

Les témoignages des membres de SOS Éducation affluent en nombre toujours plus important au siège de l'association. La plupart mériteraient une place ici mais ils occuperaient des dizaines de pages s'ils étaient tous publiés. La rédaction présente donc ses excuses à toutes les personnes dont les témoignages n'ont pas pu être reproduits.

La guerre des mots : **le grand drame de l'École**

Les pédagogistes de l'Éducation nationale nous ont appris à utiliser des formules positives pour désigner la plupart des comportements que l'École et l'éducation traditionnelles avaient pour but de corriger.

Ainsi, nous faisons faire à nos enfants des gribouillages qui n'ont aucun sens et nous appelons ça « développer leur créativité ».

Nous leur demandons de se débrouiller à l'école sans connaître les tables de multiplication, les règles de grammaire, les conjugaisons, les grandes dates de l'histoire ni le nom des fleuves et des départements et nous appelons ça « leur faire construire leurs propres savoirs ».

Nous les laissons accumuler un retard scolaire qu'ils auront le plus grand mal à rattraper et nous appelons ça « respecter le rythme naturel de l'enfant ».

Nous refusons d'évaluer, de sélectionner et d'orienter nos enfants vers les voies où ils ont le plus de chances de réussir, en reculant sans cesse l'âge légal pour commencer à apprendre un métier, et nous appelons ça « faire progresser l'égalité des chances ».

Nous faisons tourner la planche à diplômes pour distribuer à tous un baccalauréat dévalué et nous appelons ça « améliorer le niveau de qualification ».

Nous endettons gravement les générations futures en cédant aux plus folles revendications budgétaires des syndicats d'enseignants, et nous appelons ça « investir dans l'éducation ».

Nous livrons des enfants – et des professeurs – innocents à des voyous que nous n'avons plus le courage d'envoyer dans des maisons de correction et nous appelons ça « encourager la mixité sociale et scolaire dans les établissements ».

Ces inversions dans le langage influent lourdement sur l'éducation que nous donnons à nos enfants. Si nous continuons à tomber dans ce piège, nos enfants perdront plus encore que leur culture et les savoirs scolaires : « *Quand les mots perdent leur sens, les hommes perdent leur liberté* », disait le philosophe chinois Confucius.

Pour entrer en résistance, rejoignez SOS Éducation.

